

**Avenant du 28 avril 2025**  
relatif à la classification des emplois

NOR : ASET2550529M

IDCC : 1996

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FSPF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FSS CFTD ;**

**UFIC-UNSA ;**

**Pharmacie LABM FO ;**

**CFE-CGC,**

d'autre part,

Vu le code du travail ;

Vu l'accord national interprofessionnel étendu du 28 février 2020 relatif aux diverses orientations pour les cadres ;

Vu l'accord national interprofessionnel étendu du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres, notamment son article 3 ;

Vu la convention collective nationale étendue de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997, notamment son annexe I « Classifications et salaires » ;

Vu l'accord collectif national du 7 mars 2016 étendu relatif à la rémunération des jeunes préparant le brevet professionnel de préparateur ou le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques de préparateur/technicien en pharmacie et à la classification des emplois de préparateur en pharmacie d'officine, tel que modifié par avenant du 6 avril 2021 étendu ;

Vu l'accord collectif national du 6 avril 2021 étendu relatif à la rémunération des jeunes préparant le brevet professionnel de préparateur en pharmacie ou le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques de préparateur/technicien en pharmacie dans la branche professionnelle de la pharmacie d'officine ;

Vu l'avenant du 18 octobre 2024 étendu portant révision de la convention collective nationale étendue de la pharmacie d'officine du 3 décembre 1997 relatif à la détermination des catégories de bénéficiaires des régimes de prévoyance et de frais de soins de santé des salariés de la pharmacie d'officine,

## Préambule

Soucieuses de rénover la classification des emplois de la pharmacie d'officine, et d'améliorer tout particulièrement le plan de carrière des préparateurs/techniciens en pharmacie ainsi que celui des pharmaciens adjoints, les parties signataires sont convenues des dispositions suivantes.

### Article 1<sup>er</sup>

L'annexe I « Classifications et salaires » de la convention collective nationale susvisée est remplacée par une nouvelle annexe ainsi rédigée :

#### « Annexe I Classification des emplois de la pharmacie d'officine

##### Article 1<sup>er</sup> | *Salariés non cadres*

##### I. Définition de la pratique professionnelle

La pratique professionnelle s'entend comme la pratique effective acquise par le salarié dans l'emploi considéré, indépendamment du nombre d'entreprises officinales dans lesquelles il a été employé et de sa durée de travail. Servant à déterminer la progression dans les échelons d'un même emploi de la présente classification, la pratique professionnelle ne se confond pas avec la notion d'ancienneté définie à l'article 11 des dispositions générales de la présente convention collective.

Sont prises en compte pour le calcul de la pratique professionnelle, les périodes d'absence suivantes :

- les périodes de congés payés annuels, les jours de congés payés supplémentaires pour ancienneté prévus par l'article 9 des dispositions particulières applicables aux cadres de la présente convention collective, les jours de réduction du temps de travail le cas échéant ;
- les congés pour événements familiaux et la journée défense et citoyenneté mentionnés à l'article 26 des dispositions générales de la présente convention collective ;
- le congé de maternité, de paternité et d'adoption, les absences pour se rendre aux examens médicaux obligatoires dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et des suites de l'accouchement, les absences pour les actes médicaux nécessaires à la mise en œuvre d'une assistance médicale à la procréation ;
- les interruptions de travail pour maladie ou accident d'origine professionnelle ou non professionnelle, continues ou non, dans la limite de trois mois par année civile, étant précisé qu'un même arrêt de travail ne peut donner lieu à la prise en compte de plus de trois mois au titre de la pratique professionnelle ;
- les périodes d'absence occasionnées par des formations réalisées dans le cadre du plan de développement des compétences ;
- les absences autorisées prévues par l'article 5 « Droit syndical et liberté d'opinion » des dispositions générales de la présente convention collective ;
- les absences au titre de la participation à un jury d'assises.

(Voir page suivante.)

## II. Classification

Coefficient	Tableau I. Classification des emplois de préparateur/technicien en pharmacie	
250	Préparateur/technicien en pharmacie. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel titulaire du brevet professionnel de préparateur en pharmacie ou du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques de préparateur/technicien en pharmacie.
260	Préparateur/technicien en pharmacie. 2 <sup>e</sup> échelon	Préparateur/technicien en pharmacie après 1 année de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
270	Préparateur/technicien en pharmacie. 3 <sup>e</sup> échelon	Préparateur/technicien en pharmacie après 1 année de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
280	Préparateur/technicien en pharmacie. 4 <sup>e</sup> échelon	Préparateur/technicien en pharmacie après 2 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
290	Préparateur/technicien en pharmacie. 5 <sup>e</sup> échelon	Préparateur/technicien en pharmacie après 4 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
300	Préparateur/technicien en pharmacie. 6 <sup>e</sup> échelon	Préparateur/technicien en pharmacie après 5 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
310	Préparateur/technicien en pharmacie. 7 <sup>e</sup> échelon	Préparateur/technicien en pharmacie après 5 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
320	Préparateur/technicien en pharmacie. 8 <sup>e</sup> échelon	Préparateur/technicien en pharmacie après 5 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
330	Préparateur/technicien en pharmacie. 9 <sup>e</sup> échelon. Statut assimilé cadre	Préparateur/technicien en pharmacie après 5 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
340	Préparateur/technicien en pharmacie. 10 <sup>e</sup> échelon. Statut assimilé cadre	Préparateur/technicien en pharmacie après 5 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
350	Préparateur/technicien en pharmacie. 11 <sup>e</sup> échelon. Statut assimilé cadre	Préparateur/technicien en pharmacie après 5 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
400	Préparateur/technicien en pharmacie. Statut cadre	Statut cadre attribué au préparateur/technicien en pharmacie : – qui répond à la définition des cadres non-pharmaciens, classe A, mentionnée par la présente annexe ; – ou, sur décision de l'employeur.

Coefficient	Tableau II. Classification des élèves préparateurs/techniciens en pharmacie	
150	Élève préparateur/technicien en pharmacie	Élève préparateur/technicien en pharmacie, en première année de formation, titulaire de tout titre ou diplôme permettant de s'inscrire en première année des études de pharmacie (baccalauréat...).
160	Élève préparateur/technicien en pharmacie	Élève préparateur/technicien en pharmacie titulaire de tout titre ou diplôme permettant de s'inscrire en première année des études de pharmacie (baccalauréat...), ayant déjà effectué une première année de formation.

Les coefficients mentionnés dans le présent tableau permettent de déterminer le salaire minimum conventionnel servant d'assiette au calcul de la rémunération des salariés préparant le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques de préparateur/technicien en pharmacie et dont le taux est fixé par accord collectif national.

Coefficient	Tableau III. Classification des emplois commerciaux et de manutention	
100	Agent de nettoyage	Personnel réalisant le nettoyage courant des locaux.
115	Manutentionnaire	Personnel effectuant des opérations de chargement et de déchargement de marchandises ou des travaux sur la base de consignes simples.
125	Magasinier – Emballeur	Personnel effectuant soit des travaux de manutention et de rangement, soit l’emballage de produits ou fournitures pharmaceutiques et d’accessoires, soit la préparation de commandes de produits dont les pharmacies peuvent faire le commerce à l’exclusion de ceux dont la vente est réservée aux pharmaciens et aux préparateurs en pharmacie.
160	Livreur	Personnel assurant les liaisons avec les fournisseurs et les clients, quel que soit le moyen de locomotion utilisé, et chargé, le cas échéant, des encaissements.
130	Rayonniste, réceptionnaire ou conditionneur. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel chargé de réceptionner les commandes, contrôler la conformité de la livraison, réapprovisionner les rayons, automates ou robots, gérer le stock et ayant moins d'un an de pratique professionnelle.
140	Rayonniste, réceptionnaire ou conditionneur. 2 <sup>e</sup> échelon	Rayonniste, réceptionnaire ou conditionneur ayant une année de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.
145	Rayonniste, réceptionnaire ou conditionneur. 3 <sup>e</sup> échelon	Rayonniste, réceptionnaire ou conditionneur ayant deux années de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.
150	Rayonniste, réceptionnaire ou conditionneur. 4 <sup>e</sup> échelon	Rayonniste, réceptionnaire ou conditionneur ayant deux années de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.
135	Employé en pharmacie. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel ayant moins d’un an de pratique professionnelle réalisant la vente au public de marchandises dont les pharmacies peuvent faire le commerce, à l’exclusion des produits dont la vente est réservée aux pharmaciens et aux préparateurs en pharmacie, et pouvant effectuer d’autres travaux, de rayonniste, réceptionnaire ou conditionneur notamment.
145	Employé en pharmacie. 2 <sup>e</sup> échelon	Employé en pharmacie après une année de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.
155	Employé en pharmacie. 3 <sup>e</sup> échelon	Employé en pharmacie après deux années de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.
165	Employé en pharmacie. 4 <sup>e</sup> échelon	Employé en pharmacie après deux années de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.
150	Employé en pharmacie qualifié. 1 <sup>er</sup> échelon	Employé en pharmacie titulaire du CAP d’employé en pharmacie.
160	Employé en pharmacie qualifié. 2 <sup>e</sup> échelon	Employé en pharmacie qualifié après 3 années de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.
170	Employé en pharmacie qualifié. 3 <sup>e</sup> échelon	Employé en pharmacie qualifié après 5 années de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.
160	Employé en pharmacie très qualifié. 1 <sup>er</sup> échelon	Employé en pharmacie titulaire du CAP d’employé en pharmacie et de sa mention complémentaire.
165	Employé en pharmacie très qualifié. 2 <sup>e</sup> échelon	Employé en pharmacie très qualifié après une année de pratique professionnelle dans l’échelon précédent.

Coefficient	Tableau III. Classification des emplois commerciaux et de manutention	
170	Employé en pharmacie très qualifié. 3 <sup>e</sup> échelon	Employé en pharmacie très qualifié après une année de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
175	Employé en pharmacie très qualifié. 4 <sup>e</sup> échelon	Employé en pharmacie très qualifié après deux années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
175	Aide-préparateur	Personnel titulaire du certificat d'aptitude professionnelle d'aide-préparateur (décret n° 48-822 du 10 mai 1948).
200	Conseiller clientèle. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel réalisant le conseil, la vente au public de marchandises dont les pharmacies peuvent faire le commerce, à l'exclusion des produits dont la vente est réservée aux pharmaciens et aux préparateurs en pharmacie, l'animation du rayon et la tenue des stocks et titulaire du baccalauréat professionnel « métiers du commerce et de la vente », option « animation et gestion de l'espace commercial » (ex-Bac pro commerce), ou du titre de conseiller (ère) en dermo-cosmétique <sup>[1]</sup> .
220	Conseiller clientèle. 2 <sup>e</sup> échelon	Conseiller clientèle après 2 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
240	Conseiller clientèle. 3 <sup>e</sup> échelon	Conseiller clientèle après 3 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
260	Conseiller clientèle. 4 <sup>e</sup> échelon	Conseiller clientèle après 4 années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
[1] Seuls sont visés les salariés ayant obtenu le titre de conseiller(ère) en dermo-cosmétique (RNCP 22924) dans le cadre des référentiels de formation en vigueur avant l'enregistrement de ce titre au répertoire national des certifications professionnelles par arrêté du 19 avril 2011 (Journal officiel du 12 mai 2011).		

Coefficient	Tableau IV. Classification des emplois spécialisés dans la fabrication et la dispensation de dispositifs médicaux	
155	Employé de spécialité. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel réalisant des tâches de montage, de fabrication ou d'ajustement de dispositifs médicaux, à l'exclusion de leur vente.
165	Employé de spécialité. 2 <sup>e</sup> échelon	Employé de spécialité après une année de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
175	Employé de spécialité. 3 <sup>e</sup> échelon	Employé de spécialité titulaire d'une certification de niveau 3 (ancien niveau V, exemple : CAP, BEP) dans la spécialité exercée, ou bien justifiant de deux années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
200	Vendeur de spécialité. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel titulaire d'une certification de niveau 3 (ancien niveau V, exemple : CAP, BEP) dans la spécialité exercée et assurant, en plus des tâches de l'employé de spécialité, la vente des dispositifs médicaux.
225	Vendeur de spécialité. 2 <sup>e</sup> échelon	Vendeur de spécialité ayant 5 ans de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
270	Vendeur de spécialité. 3 <sup>e</sup> échelon	Vendeur de spécialité assurant la gestion de l'espace de vente sous la responsabilité de l'employeur ou, par délégation, d'un cadre pharmacien.
225	Technicien de spécialité. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel titulaire d'une certification au moins égale au niveau 4 (ancien niveau IV, exemple : baccalauréat, brevet de technicien) dans la spécialité exercée et assurant les tâches du vendeur de spécialité.

Coefficient	Tableau IV. Classification des emplois spécialisés dans la fabrication et la dispensation de dispositifs médicaux	
250	Technicien de spécialité. 2 <sup>e</sup> échelon	Technicien de spécialité après 2 ans de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
270	Technicien de spécialité. 3 <sup>e</sup> échelon	Technicien de spécialité après 5 ans de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
300	Technicien de spécialité. 4 <sup>e</sup> échelon	Technicien de spécialité après 9 ans de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
330	Technicien de spécialité. 5 <sup>e</sup> échelon. Statut assimilé cadre	Technicien de spécialité titulaire d'une certification de niveau 5 ou 6 (anciens niveaux III ou II, exemples : BTS, licence, Bac + 2, Bac + 3) dans la spécialité exercée et assumant seul la responsabilité technique de son département.

Coefficient	Tableau V. Classification des emplois comptables, administratifs et techniques	
Emplois comptables		
140	Employé de comptabilité	Personnel réalisant, selon les directives d'un responsable, des tâches de comptabilité ne nécessitant pas de certification dans ce domaine.
150	Aide-comptable. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel titulaire d'une certification de niveau 3 (ancien niveau V, par exemple : CAP) dans le domaine de la comptabilité.
170	Aide-comptable. 2 <sup>e</sup> échelon	Personnel titulaire d'une certification de niveau 4 (ancien niveau IV, par exemple : Bac) dans le domaine de la comptabilité.
330	Comptable. Statut assimilé cadre	Personnel titulaire d'une certification de niveau 5 (ancien niveau III, par exemple : BTS, Bac + 2) dans le domaine de la comptabilité.
Emplois administratifs et techniques		
150	Employé administratif. 1 <sup>er</sup> échelon	Personnel réalisant selon les directives d'un responsable, tous travaux administratifs courants (par exemple : classement, saisie informatique, saisie de courriers préétablis, reprographie, archivage...) pouvant relever de différents domaines (commercial, contentieux, technique, gestion du personnel, communication...). Peut réaliser l'accueil téléphonique.
170	Employé administratif. 2 <sup>e</sup> échelon	Employé administratif réalisant également des opérations de règlement ou d'encaissement ainsi que la gestion du tiers-payant.
200	Assistant administratif et comptable	Personnel maîtrisant les outils numériques, réalisant des tâches administratives et comptables spécifiques (exemple : gestion des communications, des emplois du temps) sur la base de directives générales données par son responsable lui laissant une part d'initiative.
250	Assistant administratif qualifié	Personnel titulaire d'une certification de niveau 5 (ancien niveau III, par exemple : BTS, Bac + 2) en rapport avec l'emploi occupé.

Coefficient	Tableau V. Classification des emplois comptables, administratifs et techniques	
330	Assistant de direction. Statut assimilé cadre	Personnel assistant l'employeur ou le(s) responsable(s) de service dans des tâches de gestion administrative (procédures, fonctionnement, ressources humaines, communication...) ou financière (trésorerie, contrôle de gestion...). Organise son travail dans le cadre de directives générales et peut prendre en charge le suivi complet de dossiers.
280	Technicien informatique ou bureautique	Personnel titulaire d'une certification de niveau 5 (ancien niveau III, par exemple : BTS, Bac + 2) réalisant le dépannage, l'entretien et l'installation d'équipements et d'applications informatiques ou bureautiques (matériels, logiciels, réseaux...) et assurant le support des utilisations.

## Article 2 | *Salariés cadres*

En référence à l'accord collectif national interprofessionnel étendu du 28 février 2020 relatif aux diverses orientations pour les cadres, la fonction de cadre concerne les salariés occupant un poste de travail se caractérisant par :

- une aptitude à des fonctions à caractère intellectuel prédominant, comportant l'application à un haut degré des facultés de jugement résultant de connaissances, savoirs et savoir-faire, théoriques, techniques ou professionnels constatés soit par un diplôme ou une certification d'enseignement supérieur, soit à travers une expérience reconnue acquise au fil du parcours professionnel ou par la formation professionnelle ;
- des fonctions conditionnant ou induisant la réflexion ou l'action d'autres salariés et, par là-même, influant significativement dans les domaines économiques, sociaux, sociétaux ou environnementaux ;
- une marge suffisante d'initiative ou d'autonomie dont l'amplitude dépend des responsabilités ou de la délégation de pouvoir qui leurs sont confiées ;
- une responsabilité effective contribuant à la marche et au développement de l'entreprise, soit d'animation, de coordination ou d'encadrement d'un groupe plus ou moins important de salariés, soit d'études, de recherches, de conception ou d'autres activités.

À la lumière de ces éléments et compte tenu des spécificités de la branche professionnelle de la pharmacie d'officine, les salariés cadres sont classés selon les deux catégories suivantes.

### I. Cadres pharmaciens

#### A. Classification

Les salariés titulaires du diplôme de pharmacien et exerçant leurs fonctions en application des dispositions des articles R. 5125-34 et suivants du code de la santé publique sont classés dans les positions types qui figurent ci-après avec les coefficients correspondants.

Pour l'application de ces dispositions, il est fait usage de la notion de pratique professionnelle telle que définie au I « Définition de la pratique professionnelle » de l'article 1<sup>er</sup> « Salariés non cadres » de la présente annexe.

Les classes types ci-dessous constituent des repères et les employeurs ont la faculté de situer leurs collaborateurs dans les positions intermédiaires tenant compte des fonctions effectivement exercées par les intéressés.



Position	Coefficient	Classification des emplois de pharmacien adjoint	
Position I	470	1 <sup>er</sup> échelon	Personnel titulaire du diplôme de pharmacien généralement placé sous l'autorité fonctionnelle d'un cadre pharmacien d'une position plus élevée ou, dans les entreprises à structure simple, de l'employeur.
	500	2 <sup>e</sup> échelon	Pharmacien adjoint après une année de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
	520	3 <sup>e</sup> échelon	Pharmacien adjoint après quatre années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
	530	4 <sup>e</sup> échelon	Pharmacien adjoint après cinq années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
	540	5 <sup>e</sup> échelon	Pharmacien adjoint après cinq années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
	550	6 <sup>e</sup> échelon	Pharmacien adjoint après cinq années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
Position II	520	Classe A. 1 <sup>er</sup> échelon	Pharmacien adjoint généralement placé sous l'autorité fonctionnelle d'un cadre pharmacien d'une position plus élevée ou, dans les entreprises à structure simple, de l'employeur, qui exerce effectivement, en vertu d'un titre ou d'une compétence validée par une formation, une activité complémentaire spécialisée dans l'officine qui l'emploie.
	530	Classe A. 2 <sup>e</sup> échelon	Pharmacien adjoint de position II, classe A, après cinq années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
	540	Classe A. 3 <sup>e</sup> échelon	Pharmacien adjoint de position II, classe A, après cinq années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
	550	Classe A. 4 <sup>e</sup> échelon	Pharmacien adjoint de position II, classe A, après cinq années de pratique professionnelle dans l'échelon précédent.
	600	Classe B.	Pharmacien adjoint dont les fonctions impliquent l'encadrement fonctionnel d'au moins un cadre de position I ou de position II classe A.
Position III	800	–	Pharmacien adjoint occupant des fonctions hiérarchiquement supérieures à celles des pharmaciens adjoints classés dans les positions I et II du fait : – soit de l'encadrement hiérarchique d'au moins un cadre des positions I et II ci-dessus définies ; – soit de la maîtrise de la gestion de l'entreprise ou de la coordination de plusieurs grands services dans un établissement important.

## B. Remplacement du titulaire

Les pharmaciens assurant, conformément aux dispositions du code de la santé publique, le remplacement du titulaire d'une officine, perçoivent, au minimum, une prime forfaitaire d'un montant brut égal à 5 fois la valeur du point conventionnel de salaire. Cette prime est versée pour chaque jour calendaire, à compter de la prise de l'exercice effectif du remplacement et pour toute la durée de celui-ci, y compris pour les jours non travaillés et y compris en présence d'un ou plusieurs cotitulaires ou de délégation partielle.

Cette prime ne se confond pas avec le salaire brut de base. Elle figure sur une ligne spécifique du bulletin de salaire et n'entraîne aucune modification du coefficient attribué conformément aux dispositions du A « Classification » du présent I.



Pour l'application des dispositions qui précèdent, il est convenu que les pharmaciens qui remplacent le titulaire de l'officine dans laquelle ils exercent depuis au moins quatre mois, bénéficient de la prime mentionnée à l'alinéa précédent dès lors que l'absence du titulaire est supérieure à 14 jours calendaires et uniquement à compter du 15<sup>e</sup> jour d'absence.

### C. Gérance après décès du titulaire

Les pharmaciens assurant, conformément aux dispositions du code de la santé publique, la gérance d'une officine après le décès de son titulaire, perçoivent, au minimum, une prime forfaitaire mensuelle égale à 150 fois la valeur du point conventionnel de salaire pendant la durée de la gérance.

Cette prime ne se confond pas avec le salaire brut de base. Elle figure sur une ligne spécifique du bulletin de salaire et n'entraîne aucune modification du coefficient attribué conformément aux dispositions du A « Classification » du présent I.

## II. Cadres non pharmaciens

Les deux classes types ci-dessous constituent des repères et les employeurs ont la faculté de situer leurs collaborateurs dans des positions intermédiaires tenant compte des fonctions effectivement exercées par les intéressés.

Classe A : cadres techniques, administratifs ou commerciaux, généralement placés sous l'autorité fonctionnelle d'un cadre d'une position supérieure ou, dans les établissements à structure simple, de l'employeur ou de son représentant, et qui ont à diriger et à coordonner les travaux des collaborateurs placés sous leur autorité, ou qui ont des responsabilités équivalentes.

Ces cadres n'assument toutefois pas, dans leurs fonctions, une responsabilité complète d'une façon permanente, qui revient, en fait, à leur responsable.

Classe B : cadres techniques, administratifs ou commerciaux dont les fonctions entraînent l'encadrement fonctionnel et, le cas échéant, hiérarchique, de collaborateurs définis à la classe A ci-dessus, ou qui ont une compétence et des responsabilités équivalentes.

Coefficients minima :

- classe A : 400 ;
- classe B : 600. »

## Article 2 | *Dispositions transitoires*

La mise en œuvre du présent avenant ne peut avoir pour effet d'entraîner une rétrogradation de statut, de coefficient hiérarchique, ni une modification des tâches et responsabilités confiées aux salariés par les officines qui les emploient, à la date d'entrée en vigueur du présent avenant.

Pour les emplois comportant plusieurs échelons, lorsque la mise en œuvre du présent avenant n'entraîne pas de revalorisation du coefficient, il est tenu compte, pour le passage à l'échelon immédiatement supérieur, du nombre d'années de pratique professionnelle acquises dans l'échelon qu'occupait le salarié avant l'entrée en vigueur du présent avenant.

Lorsque la mise en œuvre du présent avenant entraîne, pour des emplois comportant plusieurs échelons, une revalorisation de coefficient, avec ou sans modification d'échelon, le passage à l'échelon immédiatement supérieur s'effectue, par la suite, en fonction du nombre d'années de pratique professionnelle requis par le présent avenant.

Les difficultés d'application du présent accord pourront, le cas échéant, faire l'objet d'une saisine de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation de la pharmacie

d'officine en application des dispositions du 6 « Avis d'interprétation » de l'article 30 des dispositions générales de la convention collective nationale susvisée.

### **Article 3 | Dispositions diverses**

L'accord collectif national du 7 mars 2016 étendu relatif à la rémunération des jeunes préparant le brevet professionnel de préparateur et à la classification des emplois de préparateur en pharmacie d'officine est abrogé.

Pour les pharmacies assurant un service de garde ou d'urgence à volets fermés, il est accordé au personnel présent à l'officine une indemnité égale aux montants des honoraires de garde et d'urgence versés à l'officine en application de la convention nationale du 9 mars 2022 organisant les rapports entre les pharmaciens titulaires d'officine et l'assurance maladie dans sa rédaction issue de son avenant n° 1 en date du 10 juin 2020, approuvé par arrêté du 5 juillet 2024, à l'exclusion de l'indemnité forfaitaire d'astreinte fixée par ledit arrêté.

Les parties signataires s'engagent à intégrer les dispositions de l'alinéa précédent dans les conditions générales de la convention collective nationale susvisée et, par voie de conséquence, à supprimer ces dispositions du présent avenant après avoir procédé à cette intégration.

### **Article 4 | Dispositions finales**

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> jour du deuxième mois civil suivant celui au cours duquel la publication au *Journal officiel* de son arrêté ministériel d'extension sera intervenue.

Il sera déposé et fera l'objet d'une demande d'extension à l'initiative de la partie la plus diligente dans les conditions prévues par le code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'agrément par la commission paritaire rattachée à l'APEC mentionnée à l'article 3 de l'accord national interprofessionnel étendu du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres.

Le présent avenant peut être révisé selon les modalités prévues aux articles L. 2261-7 et suivants du code du travail. Il peut être dénoncé selon les modalités prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

En application des dispositions de l'article L. 2253-1 du code du travail, les parties signataires rappellent que les accords d'entreprise ne peuvent comporter de clauses dérogeant à celles du présent avenant à moins de garanties au moins équivalentes.

La branche professionnelle de la pharmacie d'officine étant composée à 99,90 % d'officines de pharmacie de moins de cinquante salariés, les dispositions du présent avenant ont été rédigées en considération des spécificités de ces entreprises (source DARES, fiche statistique de branche 2022). Par voie de conséquence, l'adoption des stipulations mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail ne se justifie pas.

*Fait à Paris, le 28 avril 2025.*

(Suivent les signatures.)